

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :

Références :

Echelle₍₁₎ :

Date d'édition₍₁₎ :

Sensible :

Prof. règl. mini₍₁₎ :

Matériau réseau₍₁₎ :

NB : La classe de
précision A, B ou C
figure dans les plans.

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage :

Date retenue d'un commun accord : ____ / ____ / ____ à ____ h ____

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ____ / ____ / ____)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1): facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2): pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : _____

Désignation du service : _____

Tél. : _____

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire : _____

Signature : _____

Date : ____ / ____ / ____ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : ____

Metz, le 07 juin 2024

Direction Territoriale
Nord-Est

UTI Moselle

Objet : Prescriptions VNF



Cette réponse à votre déclaration ne vaut en aucun cas autorisation de réalisation de travaux sur le Domaine Public Fluvial géré par VNF, (contact en pied de page si besoin de précisions).

Le présent courrier comprend **une annexe 1** « Prescriptions environnementales sur le Domaine Public Fluvial ».

Aucun chantier sur le DPF ne **pourra commencer sans que VNF ne donne son accord préalable**.

Les travaux seront organisés de manière à maintenir la libre circulation pour les agents VNF en cas de besoin d'intervention.

A la suite de votre déclaration, il convient d'appliquer les prescriptions suivantes :

- **Dans le cas de travaux** sur un ouvrage de navigation, un piquetage des réseaux de Voies navigables de France (VNF) est à réaliser. A cet égard, une réunion doit être programmée avec l'un des responsables locaux par vos travaux avec demande à l'adresse suivante : uti.moselle@vnf.fr ;
- Le chantier devra être dûment signalé : une signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise afin d'interdire l'accès du chantier pendant la durée de réalisation des travaux ;
- **Si des véhicules doivent emprunter le Domaine Public Fluvial (DPF)**, une demande d'autorisation de circuler devra être faite auprès de notre cellule domaniale à l'adresse électronique suivante : uti.moselle@vnf.fr ;
- Le tonnage est limité sur nos ouvrages : l'utilisation d'engins lourds ou hors gabarit devra faire l'objet d'une analyse préalable ;
- En cas de passage sur une véloroute, la collectivité gestionnaire devra être également contactée ;
- Un état des lieux avant et après travaux sera réalisé contradictoirement ;
- Si à l'issue des travaux, des réseaux ou installations restent sur le DPF, le maître d'ouvrage devra en fournir les plans géoréférencés. Il sera établi une convention d'occupation temporaire soumise à redevance ;

6, rue de Méric – CS 21052 – 57036 METZ Cedex 1
T. +33 (0)3 87 66 89 14 www.nordest.vnf.fr – www.vnf.fr

- Si les travaux engendrent une gêne ou des perturbations pour la navigation, un avis à la batellerie devra être rédigé par nos services a minima 15 jours avant les travaux : demande à adresser à uti.moselle@vnf.fr ;
- VNF décline toute responsabilité en cas d'accident ou d'incident. En cas de dommages causés au DPF, VNF demandera une remise en état ou un dédommagement ;
- VNF doit être présent à l'inspection commune préalable organisée par le maitre d'ouvrage et être co-signataire du plan de prévention qui sera rédigé avant le démarrage des travaux ;
- VNF doit être convié aux réunions de chantier et doit être destinataire des comptes-rendus de réunion : uti.moselle@vnf.fr ;
- La réglementation environnementale en vigueur doit être respectée.

Attention:

Aucun chantier ne pourra commencer sans que le maitre d'ouvrage ne satisfasse à la totalité de ces demandes. Un chantier en cours de réalisation et n'ayant pas satisfait la totalité des demandes sera stoppé.

Po La cheffe de l'UTI Moselle

~~Unité Territoriale Itinéraire Moselle~~
~~Adjointe au Chef de l'UTI~~
 Séverine MOISSETTE LA PORTE
 Camille BORTOT

ANNEXE 1

Prescriptions environnementales sur le Domaine Public Fluvial

Voies Navigables de France est engagé dans une démarche de respect de l'environnement. Par conséquent, l'entreprise devra s'aligner sur les dispositions générales suivantes :

- Les dispositions du code de l'environnement et des exigences locales (arrêtés préfectoraux et arrêtés municipaux) devront être respectées ;
- L'entreprise disposera sur le chantier de matériel de lutte anti-pollution (produits absorbants, barrage flottant...) pour pouvoir intervenir rapidement en cas de déversement accidentel ;
- En cas de pollution, Voies Navigables de France devra immédiatement en être informé ;
- Aucun entretien d'engins ne sera réalisé sur site. Les pleins des véhicules ou les dépotages de produits dangereux seront réalisés sur une aire étanche et éloignée le plus possible de la voie d'eau ;
- Les hydrocarbures seront manipulés avec précaution et stockés sur des bacs de rétentions afin d'éviter tout contact avec le sol. Les stocks d'hydrocarbures devront se limiter aux besoins journaliers ;
- Pour le matériel de tronçonnage et d'élagage, des bidons spécifiques huiles et essences anti-goutte devront être utilisés (Interdiction d'employer tout autre récipient type bidon d'assouplissant, bouteille d'eau ...) ;
- L'entreprise devra respecter son environnement ; en particulier, la faune et la flore, qu'elle soit terrestre et/ou aquatique. Une attention particulière sera portée à la qualité des remblais qui devront provenir de zones exemptes d'espèces invasives (Renouée du japon, Balsamine de l'Himalaya, Buddleia, Jussie...) ;
- Tout usage de produits phytosanitaires est interdit ;
- Il est interdit de brûler, d'abandonner ou d'enfouir les déchets de chantier ;
- Tous les produits issus du débroussaillage devront intégralement être broyés sur place, ou évacués. Les reliquats de broyage devront être étalés de manière homogène sur le site. Ainsi, aucun produit forestier ne devra subsister sur la zone d'intervention après travaux (évacuation complète) ;
- Les dépôts de gravats, de chutes de matériaux et/ou matériels sont à proscrire (dispositif de protection adapté à prévoir) ;
- Tout rejet ou pompage dans la voie d'eau est interdit sauf autorisation de VNF ;
- Dans le cas d'entreprises groupées, le respect de ces obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Il en est de même pour les sous-traitants.

Important

Excepté un danger imminent, toute intervention sur le domaine public fluvial pour taille ou abattage est interdite pendant la période de reproduction d'espèces protégées (cf site de l'OFB).

Tout manquement au respect des prescriptions, toute atteinte à l'environnement et à la qualité de l'eau, entraîneront l'arrêt immédiat du chantier sans que l'entreprise puisse prétendre à une quelconque indemnité, jusqu'à la remise à l'état initial aux frais de l'entrepreneur.

